

LE CONSEIL DES GRAINS DU CANADA

Question n° 827—M. Burton:

1. Quels sont les noms du président et des membres de la Commission canadienne des céréales, à quelle date chacun a-t-il été nommé et quand le mandat de chacun se termine-t-il?
2. Quels comités et autres organismes auxiliaires la Commission canadienne des céréales a-t-elle créés, et quels sont le nom et l'adresse de chacun des membres de ces organismes?
3. Quelles études spéciales la Commission canadienne des céréales a-t-elle entreprises et dans chaque cas, à qui a-t-elle confié l'étude?
4. Quelles questions ont été déferées à la Commission canadienne des céréales et dans chaque cas, par qui?
5. Quelle est la source du financement de la Commission canadienne des céréales et combien cette dernière a-t-elle reçu de chaque source depuis sa création?
6. Quels sont les attributions et le mandat de la Commission canadienne des céréales?
7. Quels rapports ou études la Commission canadienne des céréales a-t-elle rédigés depuis sa création, et à qui ces rapports ont-ils été présentés?
8. Combien de réunions la Commission canadienne des céréales a-t-elle tenues depuis sa création, et à quelle date chacune de ces réunions a-t-elle eu lieu?

(Le document est déposé.)

LE CONSEIL DES GRAINS DU CANADA

Question n° 892—M. Mazankowski:

1. Jusqu'à ce jour, combien de fois et où s'est réunie la Commission canadienne des céréales?
2. De la date de sa création jusqu'au 31 décembre 1969, quel est le coût total des opérations de la Commission?
3. Peut-on se procurer des exemplaires des Procès-verbaux?
4. La Commission présente-t-elle un rapport annuel au Parlement et, si oui, quand présentera-t-elle son premier rapport?
5. Quelles mesures concrètes la Commission a-t-elle recommandées et prises pour résoudre les questions énoncées dans ses attributions?
6. Quels sont les membres de ladite Commission et quels montants ont-ils reçus jusqu'au 31 décembre 1969 à titre de traitement, d'indemnités journalières et de dépenses?

(Le document est déposé.)

TEMPS CONSACRÉ AUX ÉMISSIONS D'ORIGINE CANADIENNE EN DÉCEMBRE 1959, 1964 ET 1969

Question n° 1006—M. Orlikow:

Pour le temps consacré aux émissions d'origine canadienne, quelle a été hebdomadairement la différence d'heures au cours de la période de choix (7 heures à 11 heures du soir) au cours du mois de décembre 1959, 1964 et 1969?

(Le document est déposé.)

[L'hon. M. Dinsdale.]

LES SUBVENTIONS FÉDÉRALES À L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Question n° 1095—M. Gervais:

1. Quelles sommes d'argent le gouvernement fédéral a-t-il versées à date à l'Université de Sherbrooke, soit directement ou indirectement?
2. En particulier, quelles sommes d'argent ont été versées à la Faculté de médecine à date, soit directement ou indirectement?

(Le document est déposé.)

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE —VALEURS IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES AU QUÉBEC ET EN ONTARIO

Question n° 1096—M. Isabelle:

Combien représentent, en dollars, les valeurs immobilières et foncières, du gouvernement fédéral dans a) les limites ontariennes de la région décrite par la loi sur la Commission de la capitale nationale, b) les limites québécoises de la région décrite par la loi sur la Commission de la capitale nationale?

(Le document est déposé.)

LES INFRACTIONS À LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES COALITIONS OU AU CODE CRIMINEL, ARTICLE 411 OU 412

Question n° 1316—M. Orlikow:

Y a-t-il des particuliers ou des sociétés qui ont été frappés d'amendes, depuis 1^{er} janvier 1939, pour infraction à la loi relative aux enquêtes, sur les coalitions et aux articles 411 et 412 du Code criminel et, dans l'affirmative, a) quel est leur nom, b) quel a été le montant de l'amende infligée, c) quand a-t-elle été infligée, d) quelles ont été les infractions commises?

(Le document est déposé.)

QUESTIONS ORALES

L'AUDITEUR GÉNÉRAL

LES CRITIQUES DE CERTAINS MINISTRES À L'ÉGARD DU RAPPORT—LA CONFIANCE DU GOUVERNEMENT QUANT AU MANDAT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre si étant donné les critiques faites hors de la Chambre par des membres du cabinet contre l'auditeur général, il pourrait indiquer si son gouvernement a confiance en ce dernier et, dans l'affirmative, demandera-t-il aux membres de son cabinet de ne plus manifester leur manque de confiance envers l'auditeur général?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, le gouvernement a confiance en l'auditeur général. D'après le mandat qui lui a été confié, il doit surveiller...